

25 avril 2018 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours du Président de la République, Emmanuel Macron, devant le congrès des États-Unis d'Amérique

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI.

*Washington — Mercredi 25 avril 2018*

Monsieur le Président de la Chambre des représentants,  
Monsieur le Vice-président des États-Unis,  
Mesdames et Messieurs les membres du Congrès des États-Unis,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour la France, pour le peuple français et pour moi-même d'être reçu dans ce sanctuaire de la démocratie, où se sont écrites tant de pages de l'histoire des États-Unis.

Nous sommes aujourd'hui entourés d'images, de portraits et de symboles qui nous rappellent que la France a participé de tout son cœur à l'histoire de cette grande nation, et cela dès le début.

Nous avons mené côte à côte de nombreuses batailles, à commencer par celles qui donnèrent naissance aux États-Unis d'Amérique.

Depuis lors, nous avons en commun une même vision pour l'humanité. Nos deux nations sont enracinées dans un même sol, fondées sur les mêmes idéaux, ceux de la Révolution américaine et de la Révolution française. Nous avons œuvré ensemble pour les idées universelles de liberté, de tolérance et d'égalité des droits.

C'est aussi tout un passé fait de liens humains, viscéraux, personnels, tout au long de l'histoire.

En 1778, le philosophe français Voltaire et Benjamin Franklin se rencontrèrent à Paris. John Adams relate qu'après leur poignée de mains, « ils s'étreignirent en se serrant dans les bras et en s'embrassant sur la joue ». Cela vous rappellera quelque chose !

Et me voici, ce matin, sous le regard protecteur de La Fayette, juste derrière moi. Dans sa jeunesse fouguese, il combattit aux côtés de George Washington et noua des relations étroites nourries de respect et d'affection. La Fayette se qualifiait de « fils des États-Unis », et en 1792 George Washington devint un fils de l'Amérique et de la France, lorsque notre Première république lui accorda notre citoyenneté.

Nous voici donc ici, dans votre belle capitale dont les plans furent conçus par un architecte français, Charles L'Enfant.

Le miracle de la relation entre les États-Unis et la France tient à ce que nous n'avons jamais perdu ce lien particulier profondément enraciné non seulement dans notre histoire mais aussi dans notre chair.

C'est pourquoi, le 14 juillet dernier, j'ai invité le Président Donald Trump au premier défilé de ma présidence. Aujourd'hui, la décision du Président Trump d'offrir à la France la première visite d'État à Washington de son mandat a une résonance particulière, car elle représente la continuité de notre histoire commune dans un monde troublé. Permettez-moi donc de remercier votre président et la Première dame pour cette merveilleuse invitation faite à mon épouse et à moi-même.

Je vous suis aussi très reconnaissant et je tiens aussi à vous remercier, Mesdames et Messieurs, de m'accueillir à cette occasion.

Je voudrais vous remercier tout spécialement, Monsieur le Président de la Chambre des représentants, pour votre invitation. Je veux que vous sachiez combien j'apprécie ce geste unique. Merci, Monsieur !

La force de nos liens est la source de nos idéaux partagés.

C'est ce qui nous a unis dans la lutte contre l'impérialisme durant la Première Guerre mondiale, puis dans la

lutte contre le nazisme durant la Deuxième Guerre mondiale. C'est ce qui nous a unis à nouveau au temps de la menace stalinienne, et aujourd'hui, nous nous appuyons sur cette force pour lutter contre les groupes terroristes.

Voyageons un moment dans le passé. Imaginons que nous sommes le 4 juillet 1916. À l'époque, les États-Unis n'étaient pas encore entrés dans la Première Guerre mondiale. Pourtant, un jeune poète américain s'était engagé dans les rangs de notre Légion étrangère, car il aimait la France et il aimait la cause de la liberté.

Ce jeune Américain allait se battre et mourir, le jour même de votre indépendance, à Belloy-en-Santerre, non loin d'Amiens, ma ville natale, après avoir écrit ces mots : « J'ai rendez-vous avec la mort ». Ce jeune Américain s'appelait Alan Seeger ; une statue honore sa mémoire à Paris.

Depuis 1776, nous, Américains et Français, nous avons eu rendez-vous avec la liberté.

Cela va de pair avec des sacrifices.

C'est pour cette raison que nous sommes très honorés de la présence aujourd'hui de Robert Jackson Ewald, vétéran de la Deuxième Guerre mondiale. Robert Jackson Ewald a pris part au Débarquement. Il a combattu pour notre liberté, il y a de cela soixante-quatorze ans. Monsieur, au nom de la France, je vous dis merci. Je m'incline devant votre courage et votre dévouement.

Ces dernières années, nos nations ont subi des pertes déchirantes, cela uniquement à cause de nos valeurs et de notre goût pour la liberté, parce que ces valeurs sont celles-là même que détestent les terroristes.

Tragiquement, le 11 septembre 2001, de nombreux Américains ont eu un rendez-vous inattendu avec la mort. Au cours des cinq dernières années, mon pays et l'Europe ont eux aussi connu de terribles attentats terroristes.

Nous n'oublierons jamais ces victimes innocentes, pas plus que l'incroyable esprit de résistance dont nos peuples ont fait preuve par la suite. C'est un prix affreux à payer pour la liberté, pour la démocratie.

C'est pour cela qu'aujourd'hui nous sommes ensemble en Syrie et au Sahel, que nous luttons ensemble contre ces groupes terroristes qui cherchent à détruire tout ce que nous défendons.

Nous avons eu d'innombrables rendez-vous avec la mort parce que nous avons cet attachement constant pour la liberté et la démocratie, celui-là même que proclamaient les drapeaux des révolutionnaires français : « Vivre libre ou mourir », Live free or die.

La liberté est aussi, heureusement, la source de tout ce pour quoi il vaut la peine de vivre. La liberté est une invitation à penser et à aimer, elle fait appel à notre volonté. C'est pourquoi, en temps de paix, la France et les États-Unis ont pu nouer des liens indéfectibles, à partir de souvenirs douloureux.

Le lien le plus indestructible, le plus puissant, le plus décisif entre nous, c'est celui qui unit l'intention profonde qu'ont nos peuples d'œuvrer, comme disait Abraham Lincoln, au « travail inachevé » de la démocratie.

Et de fait, nos deux sociétés ont défendu le progrès des droits de l'homme pour tous ; elles ont mené un dialogue constant pour faire avancer ce « travail inachevé ».

Dans cette rotonde du Capitole, le buste de Martin Luther King, assassiné voici cinquante ans, nous rappelle l'aspiration des leaders, des artistes, des écrivains afro-américains qui sont devenus une part de notre patrimoine commun. Nous célébrons parmi eux les noms de James Baldwin et de Richard Wright que la France avait accueillis sur son sol.

Nous avons partagé l'histoire des droits civiques. Notre Simone de Beauvoir est devenue une personnalité respectée du mouvement pour l'égalité des sexes dans l'Amérique des années 1970. Les droits des femmes sont de longue date un élément moteur fondamental de nos sociétés, de part et d'autre de l'Atlantique. Cela explique pourquoi le mouvement #MeToo a dernièrement connu un tel écho en France.

La démocratie est faite de conversations quotidiennes et de compréhension mutuelle entre les citoyens.

Cela est plus facile et plus profond lorsque l'on a la possibilité de parler la langue de l'autre. Le cœur de la francophonie bat aussi ici, aux États-Unis, de la Nouvelle-Orléans à Seattle. Je veux que ce cœur batte encore plus fort dans les écoles d'Amérique, d'un bout à l'autre de ce pays.

La démocratie repose aussi sur la faculté de décrire librement le présent et sur la capacité d'inventer l'avenir. C'est ce que nous apporte la culture.

Des milliers d'exemples nous viennent à l'esprit lorsque nous pensons aux échanges entre nos cultures à travers les siècles. De Thomas Jefferson, qui fut ambassadeur en France et édifia sa maison de Monticello en s'inspirant d'un bâtiment de Paris qu'il avait aimé, au roman de Hemingway Paris est une fête qui célèbre notre capitale. De Chateaubriand, notre grand écrivain du XIXe siècle qui avait transmis aux Français le rêve des grands espaces, des forêts et des montagnes de l'Amérique, aux romans de Faulkner, conçus dans le Sud profond mais lus d'abord en France où ils acquièrent bientôt leur renommée. Du jazz venu de Louisiane et du blues venu du Mississippi, trouvant en France un public enthousiaste, à la fascination de l'Amérique pour l'impressionnisme et pour l'art moderne et contemporain français. Nos échanges sont dynamiques dans d'innombrables domaines, du cinéma à la mode, du stylisme à la grande cuisine, des sports aux arts plastiques.

La médecine et la recherche scientifique, de même que les affaires et l'innovation, sont elles aussi une part importante de notre parcours commun. Les États-Unis sont le premier partenaire scientifique de la France.

Nos rapports économiques créent des centaines de milliers d'emplois de part et d'autre de l'Atlantique.

L'histoire de la France et des États-Unis est l'histoire d'un dialogue infini fait de rêves en commun, d'une lutte commune pour la dignité et le progrès. Elle est la plus belle réalisation de nos principes et valeurs démocratiques.

Telle est cette relation très particulière.

Cependant, nous devons nous rappeler la mise en garde du président Theodore Roosevelt : « La liberté n'est jamais qu'à une génération de l'extinction. Nous ne l'avons pas léguée à nos enfants avec notre sang. Nous devons lutter pour elle, la protéger, la transmettre afin qu'ils fassent de même. »

C'est là bel et bien un rappel pressant car aujourd'hui, au-delà de nos liens bilatéraux, au-delà de notre relation très particulière, l'Europe et les États-Unis doivent faire face ensemble aux grands défis mondiaux de ce siècle. Nous ne pouvons tenir pour acquis l'histoire et les liens qui nous unissent à travers l'Atlantique. Nos valeurs occidentales elles-mêmes sont en péril.

Nous devons réussir à relever ces défis et nous ne pouvons réussir en oubliant nos principes et notre histoire.

En fait, le XXIe siècle a vu naître une série de nouvelles menaces et de nouveaux défis que nos ancêtres n'auraient jamais pu imaginer.

Nos convictions les plus fermes sont remises en cause par l'apparition d'un nouvel ordre mondial qui nous est encore inconnu. Nos sociétés sont inquiètes pour l'avenir de leurs enfants.

Nous tous qui sommes réunis ici dans cette noble assemblée, responsables élus, partageons la responsabilité de prouver que la démocratie reste la meilleure réponse à toutes les questions et à tous les doutes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Même si les fondements de notre progrès sont ébranlés, nous devons rester fermes et lutter pour faire prévaloir nos principes.

Mais nous avons une autre responsabilité, héritée de notre histoire collective. Aujourd'hui, la communauté internationale doit intensifier son action et bâtir l'ordre mondial du XXIe siècle sur la base des principes pérennes que nous avons établis ensemble à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

L'Etat de droit et les valeurs fondamentales sur la base desquelles nous avons assuré la paix pendant 70 ans sont aujourd'hui remis en question par des problèmes urgents qui nécessitent notre action commune.

Avec nos alliés et partenaires internationaux, nous sommes confrontés aux inégalités créées par la mondialisation, aux menaces qui pèsent sur notre planète - notre bien commun, aux attaques contre les démocraties dues à la montée du refus du libéralisme, et à la déstabilisation de la communauté internationale par de nouvelles puissances et des États criminels.

Tous ces risques affligent nos concitoyens.

Aux États-Unis comme en Europe, nous vivons une ère de colère et de peur à cause de ces menaces mondiales.

Ces sentiments ne sont pas constructifs. On peut jouer un moment avec les peurs et la colère, mais cela n'aboutit à rien. La colère ne fait que nous figer et nous affaiblir. Et comme l'a dit Franklin Delano Roosevelt, lors de son premier discours inaugural, la seule chose dont nous devons avoir peur, c'est la peur elle-même.

Deux voies s'offrent donc à nous.

...vous venez à l'encontre de nos besoins.

L'isolationnisme, le retrait, le nationalisme. C'est la première option.

Elle peut nous tenter comme remède temporaire à nos peurs.

Mais ce n'est pas en fermant la porte au monde que nous arrêterons l'évolution du monde. Cela n'apaisera pas les craintes de nos concitoyens. Cela ne fera au contraire que les renforcer. Nous devons garder les yeux grands ouverts face aux nouveaux risques auxquels nous sommes confrontés.

Je suis convaincu qu'en ouvrant les yeux encore plus grands, nous serons plus forts. Nous vaincrons les dangers. Nous ne laisserons pas l'œuvre destructrice du nationalisme extrême ébranler un monde aspirant à une prospérité accrue.

Nous sommes à une étape critique. Si nous n'agissons pas de manière urgente en tant que communauté mondiale, j'ai la conviction que les institutions internationales, y compris l'ONU et l'OTAN, ne pourront plus exercer leur mandat et leur influence stabilisatrice. Inévitablement, nous mettrons alors gravement en danger l'ordre libéral que nous avons bâti après la Seconde Guerre mondiale.

D'autres puissances, dotées d'une stratégie et d'une ambition plus fortes, occuperont alors la place que nous aurions laissée vide.

D'autres puissances n'hésiteront pas une seconde à faire valoir leur propre modèle pour façonner l'ordre mondial du XXI<sup>e</sup> siècle.

En ce qui me concerne, je ne partage pas la fascination pour ses nouvelles puissances, le renoncement à la liberté et l'illusion du nationalisme.

C'est pourquoi, éminents membres du Congrès, je vous invite à laisser ces modèles de côté, à écrire notre propre histoire et à bâtir l'avenir que nous voulons.

Il nous faut forger nos réponses communes aux menaces mondiales auxquelles nous sommes confrontés.

La seule option pour cela est de renforcer notre coopération. Nous pouvons bâtir l'ordre mondial du XXI<sup>e</sup> siècle sur une nouvelle forme de multilatéralisme. Sur un multilatéralisme plus efficace, plus responsable et axé sur les résultats. Sur un multilatéralisme fort.

Cela nécessite plus que jamais la participation des États-Unis, car votre rôle a été déterminant dans la création et la sauvegarde du monde libre d'aujourd'hui. Ce sont les États-Unis qui ont inventé le multilatéralisme. Ce sont eux qui doivent maintenant contribuer à le préserver et à le réinventer.

Ce multilatéralisme fort n'éclipsera pas nos cultures et nos identités nationales. Bien au contraire. Grâce à un multilatéralisme fort, nos cultures et nos identités seront respectées et protégées, elles pourront s'épanouir librement ensemble. Pourquoi ? Précisément parce que notre culture repose, des deux côtés de l'Atlantique, sur ce goût unique pour la liberté, cet attachement à la liberté et à la paix. Ce multilatéralisme fort est la seule option compatible avec nos nations, nos cultures et nos identités.

Avec le Président des États-Unis et le soutien de chacun des 535 membres de cette assemblée représentant l'ensemble de la nation américaine, nous pouvons contribuer activement, ensemble, à bâtir l'ordre mondial du XXI<sup>e</sup> siècle, dans l'intérêt de nos concitoyens.

Les États-Unis et l'Europe ont un rôle historique à jouer à cet égard. C'est le seul moyen de défendre ce en quoi nous croyons, de promouvoir nos valeurs universelles, d'affirmer avec force que les droits de l'Homme, les droits des minorités et la liberté partagée sont la véritable réponse aux troubles de notre monde.

Je crois en ces droits et ces valeurs.

Je crois que pour lutter contre l'ignorance, nous avons l'éducation. Pour lutter contre les inégalités, nous avons le développement. Pour lutter contre le cynisme, la confiance et la bonne volonté. Pour lutter contre le fanatisme, la culture. Contre les maladies et les épidémies, la médecine. Contre les menaces pour la planète, la science.

Je crois en l'action concrète. Je crois que les solutions sont entre nos mains.

Je crois en la libération de l'individu et dans la liberté et la responsabilité de chacun de construire sa propre vie et de rechercher le bonheur.

Je crois dans le pouvoir d'économies de marché régulées de manière intelligente. Nous ressentons les effets positifs de la mondialisation économique actuelle avec l'innovation et la création d'emplois. Cependant, nous pouvons également constater les effets négatifs du capitalisme mondialisé, les perturbations numériques, qui compromettent la stabilité de nos économies et de nos démocraties.

Je crois que, pour relever ces défis, c'est le contraire de la dérégulation massive et du nationalisme extrême qu'il nous faut. La guerre commerciale n'est pas la bonne réponse à ces évolutions. Une chose est sûre, nous avons besoin d'un commerce libre et équitable. Une guerre commerciale opposant des alliés n'est pas compatible avec notre mission, notre histoire, nos engagements actuels en faveur de la sécurité mondiale. Au bout du compte, cela détruirait des emplois, entraînerait une augmentation des prix et c'est la classe moyenne qui en paierait le prix.

Je crois que nous pouvons apporter les bonnes réponses aux préoccupations légitimes concernant les déséquilibres commerciaux, les excédents et les capacités excédentaires en négociant dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce et en concevant des solutions collectives. C'est nous qui avons écrit ces règles : nous devons les appliquer.

Je crois que nous pouvons répondre aux préoccupations de nos concitoyens concernant le respect de la vie privée et des données personnelles. La récente affaire Facebook a souligné la nécessité de préserver les droits numériques de nos concitoyens partout dans le monde, et de protéger leur confiance dans les outils numériques de notre quotidien.

L'Union européenne a adopté un nouveau règlement pour la protection des données. Je crois que les États-Unis et l'Union européenne doivent coopérer pour trouver le bon équilibre entre innovation et éthique, et tirer parti du meilleur des révolutions actuelles dans le domaine des données numériques et de l'intelligence artificielle.

Je crois que les inégalités doivent nous inciter à améliorer la coordination au sein du G20 pour réduire la spéculation financière et créer des mécanismes pour protéger les intérêts de la classe moyenne, qui est la pierre angulaire de nos démocraties.

Je crois en la nécessité de bâtir un avenir meilleur pour nos enfants, ce qui suppose de leur laisser une planète qui soit encore habitable dans 25 ans.

Certains pensent qu'il est plus urgent de préserver les industries actuelles et leurs emplois que de transformer nos économies pour relever le défi mondial de la lutte contre le changement climatique. J'entends bien ces préoccupations, mais nous devons trouver les moyens d'assurer une transition progressive vers une économie sobre en carbone.

Quel sens a notre vie si nous travaillons et vivons en détruisant la planète, en sacrifiant l'avenir de nos enfants ? Quel sens a notre vie si notre décision, en toute conscience, est de réduire les chances de nos enfants et de nos petits-enfants ? En polluant les océans, en refusant de réduire les émissions de CO2, en détruisant la biodiversité, nous tuons notre planète. Soyons clairs : il n'y a pas de planète B.

Sur ce point, il se peut qu'il y ait un désaccord entre les États-Unis et la France. Cela est possible comme dans toutes les familles. Mais à mes yeux, ce désaccord ne peut durer. À long terme, nous devons faire face aux mêmes réalités et nous sommes les citoyens d'une même planète. Nous devons donc y faire face. Alors, au-delà des désaccords de courte durée, nous devons travailler ensemble.

Avec les chefs d'entreprises et les communautés locales, pour redonner sa grandeur à notre planète et créer de nouveaux emplois et de nouvelles opportunités, tout en préservant notre Terre. Je suis sûr que les États-Unis reviendront un jour sur leur décision et adhéreront de nouveau à l'Accord de Paris. Et je suis sûr que nous pourrons travailler ensemble pour satisfaire les ambitions du Pacte mondial pour l'environnement.

Mesdames et Messieurs,

J'ai foi en la démocratie.

Nombre de nos ancêtres sont tombés pour la cause de la liberté et des droits de l'Homme. Ce noble héritage qu'ils nous laissent nous donne la responsabilité de poursuivre leur mission en ce nouveau siècle, de préserver les valeurs éternelles dont nous sommes les dépositaires et de veiller à ce que les innovations scientifiques et technologiques sans précédent d'aujourd'hui demeurent au service de la liberté et de la préservation de notre planète pour les générations futures.

Pour protéger nos démocraties, nous devons combattre le virus des fake news, des informations fallacieuses, qui se propagent et exercent une pression à des craintes irrationnelles et à des risques imaginaires. Et

qui se propage et expose nos populations à des craintes irrationnelles et à des risques imaginaires. Et permettez-moi d'employer ce terme de « fake news », dont je reconnais l'origine, particulièrement ici. Là où la raison et la confiance sont absentes, il ne peut y avoir de vraie démocratie, car la démocratie est faite de choix éclairés et de décisions rationnelles. La corruption de l'information est une tentative de nuire à l'esprit même de nos démocraties.

Nous devons également lutter contre la propagande terroriste, qui sème les graines du fanatisme sur l'internet. Elle a ancré son influence chez certains de nos concitoyens et de nos jeunes. Je veux que ce combat fasse partie intégrante de notre engagement bilatéral, et votre Président et moi-même avons évoqué l'importance d'un programme de ce type. Je veux que ce combat soit intégré au programme du G7 car cette propagande nuit gravement à nos droits et à nos valeurs communes.

La menace terroriste est encore plus dangereuse quand elle est associée à celle de la prolifération nucléaire. Par conséquent, nous devons être plus fermes que jamais avec les pays qui cherchent à acquérir la bombe nucléaire.

C'est pourquoi la France apporte son soutien total aux efforts des États-Unis visant à conduire Pyongyang, par le biais de sanctions et de négociations, vers la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Quant à l'Iran, notre objectif est clair : ce pays ne doit jamais posséder d'arme nucléaire. Pas aujourd'hui, ni dans cinq ans, ni même dans dix ans. Jamais.

Mais cette politique ne doit en aucun cas nous mener à la guerre au Moyen-Orient. Nous devons garantir la stabilité et respecter la souveraineté des nations, y compris de l'Iran, qui est une grande civilisation. Ne répétons pas les erreurs passées commises dans la région. Ne soyons pas naïfs. Mais ne créons pas non plus nous-mêmes de nouvelles guerres.

Il existe actuellement un cadre, l'accord nucléaire de 2015, pour contrôler les activités nucléaires de l'Iran. Nous l'avons signé à l'initiative des États-Unis. Nous l'avons signé, les États-Unis comme la France. C'est pourquoi nous ne pouvons pas l'écarter comme cela. Toutefois, il est vrai que cet accord ne répond peut-être pas à toutes les inquiétudes, dont certaines sont très importantes. C'est vrai.

Mais nous ne devons pas l'abandonner avant d'avoir trouvé quelque chose de solide, même de plus solide, à mettre à sa place. C'est mon point de vue. C'est la raison pour laquelle la France ne quittera pas l'accord nucléaire iranien, car nous l'avons signé. Votre Président et votre pays devront assumer, dans les jours et les semaines qui viennent, leurs responsabilités sur ce sujet.

Ce que je veux faire, et ce que nous avons décidé ensemble avec votre Président, c'est travailler à un accord-cadre plus complet, qui répond à toutes ces préoccupations. C'est pourquoi nous devons travailler sur cet accord-cadre fondé, comme nous l'avons évoqué avec le Président Trump hier, sur quatre piliers : le contenu de l'accord actuel, en particulier si vous décidez de le quitter ; la période après 2025, afin d'être sûrs que l'Iran n'aura jamais aucune activité nucléaire militaire ; l'endiguement de l'influence militaire du régime iranien dans la région ; et la surveillance de son activité balistique. Je crois que ces quatre piliers, que j'ai évoqués devant l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre dernier, sont à même d'apaiser les craintes légitimes des États-Unis et de nos alliés dans la région.

Je pense que nous devons commencer à travailler sur ces quatre piliers dès à présent pour bâtir ce cadre nouveau et intégré et pour garantir que, indépendamment de la décision des États-Unis, nous ne laisserons aucun espace dénué de règles. Nous ne laisserons aucune place à ces luttes de pouvoir au Moyen-Orient, nous ne nous appuyerons pas sur les tensions croissantes et sur une guerre éventuelle. C'est là ma position, et je crois que nous pouvons travailler ensemble pour élaborer cet accord intégré pour l'ensemble de la région, pour notre population, car je pense qu'il s'agit d'une réponse adaptée à nos inquiétudes. C'est ce que je crois.

L'endiguement que j'ai mentionné parmi les quatre piliers est nécessaire au Yémen, au Liban, en Irak et également en Syrie. En effet, si nous voulons construire une paix durable dans une Syrie unie et solidaire, tous les gouvernements de la région doivent respecter la souveraineté de son peuple et la diversité de ses communautés.

En Syrie, nous travaillons en étroite collaboration. À la suite de l'utilisation par le régime de Bachar el-Assad d'armes interdites contre la population il y a deux semaines, les États-Unis et la France, avec le Royaume-Uni, ont agi pour détruire des installations chimiques et restaurer la crédibilité de la communauté internationale. Cette action a constitué l'une des preuves les plus évidentes de ce multilatéralisme fort. Et je veux rendre un hommage particulier à nos soldats, car ils ont réalisé un travail remarquable dans cette région et à cette occasion.

Au-delà de cette action, nous travaillerons ensemble pour trouver une solution humanitaire à court terme, sur le

terrain, et contribuer activement à une solution politique durable afin de mettre un terme à ce conflit tragique. Et je pense que l'une des décisions majeures que le Président Trump et moi-même avons prises était précisément d'intégrer la Syrie dans ce vaste cadre pour toute la région, et de décider de travailler ensemble sur cette feuille de route politique pour la Syrie, pour le peuple syrien, même après notre combat contre l'État islamique.

Au Sahel, région dans laquelle les réseaux terroristes couvrent un territoire de la taille de l'Europe, les soldats français et américains se battent contre le même ennemi et risquent leur vie ensemble.

Je voudrais particulièrement rendre hommage aux soldats américains tombés cet automne dans la région, ainsi qu'à leurs camarades français qui ont perdu la vie au début de l'année au Mali. Nos troupes savent mieux que quiconque ce que signifient l'alliance et l'amitié entre nos deux pays.

Face à tous ces défis, à toutes ces craintes, à toute cette colère, je crois que notre devoir, que notre destinée est d'œuvrer ensemble pour construire ce multilatéralisme nouveau et solide.

Chers membres du Congrès,

Mesdames et Messieurs,

Le 25 avril 1960, le général de Gaulle a déclaré dans cette enceinte que rien n'était plus important pour la France que « la raison, la résolution, l'amitié du grand peuple des États-Unis ».

Cinquante-huit ans plus tard, jour pour jour, je viens à vous pour transmettre les sentiments les plus chaleureux de la nation française et pour vous dire que notre peuple chérit l'amitié du peuple américain, avec une intensité tout aussi forte.

Les États-Unis et le peuple américain représentent une part essentielle de notre confiance en l'avenir, en la démocratie, en ce que les femmes et les hommes peuvent accomplir dans ce monde lorsqu'ils sont mus par des idéaux élevés et par une foi inébranlable en l'humanité et le progrès.

L'appel que nous entendons aujourd'hui est celui de l'Histoire. L'heure est à la détermination et au courage. Ce que nous chérissons est en jeu. Ce que nous aimons est en danger. Nous n'avons d'autre choix que de l'emporter.

Et ensemble, nous vaincrons.

Vive les États-Unis d'Amérique !

Vive l'amitié entre la France et les États-Unis d'Amérique !

Vive la République !

Vive la France !

Vive notre amitié.

Merci.